



FONDATION POUR LES ÉTUDES  
ET RECHERCHES  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL



# Appréciation de l'impact économique et social des dépenses fiscales

*Séminaire régional de formation sur l'évaluation des  
dépenses fiscales*

Douala, 4-6 novembre 2019

## Analyse d'impact : dernière étape en vue de la rationalisation des dépenses fiscales

- ❖ L'analyse des dépenses fiscales **ne doit pas se limiter à une estimation de leur coût budgétaire**. Il est ensuite nécessaire d'évaluer la capacité des dépenses fiscales à remplir les objectifs qui leur ont été initialement attribués.
- ❖ Le résultat de l'exercice d'évaluation des dépenses fiscales doit permettre d'apprécier **l'efficience de la dépense fiscale au regard des objectifs visés** : on mesure l'efficacité de la mesure que l'on compare avec son coût budgétaire préalablement évalué.
- ❖ Cela permet d'**identifier les mesures dérogatoires** dont la persistance devrait être remise en question en vue d'accroître la mobilisation des recettes.

## **Analyse d'impact : dernière étape en vue de la rationalisation des dépenses fiscales**

**Analyses d'impact les plus fréquemment réalisées :**

- ❖ **Impact social des exonérations de TVA** sur les produits de grande consommation.
- ❖ **Impact économique des incitations fiscales** à l'investissement.

**Conditions préalables à la réalisation d'un tel exercice :**

- ❖ Définir précisément les objectifs des mesures dérogatoires en amont de la proposition et du vote de chaque mesure,
- ❖ Préciser à l'occasion de l'inventaire des dépenses fiscales, les objectifs recherchés pour chacune d'entre elles,
- ❖ Adapter la collecte des données statistiques en fonction des besoins.

## Dépenses fiscales de TVA et équité

Les exonérations de TVA sur les biens de consommation finale **réduisent le champ d'application de la TVA** et donc sa productivité. Ainsi, une analyse d'impact de leurs effets est souhaitable pour **s'assurer de l'atteinte des objectifs d'équité initialement visés.**

### ❖ Principe général :

- L'analyse de l'équité de la dépense fiscale est faite selon une approche toute chose égale par ailleurs : on considère que la seule composante qui varie est le montant de TVA payé sur les biens et services.
- On calcule et on étudie le poids de la dépense fiscale par quintile de revenu et on détermine l'effet distributionnel de la dépense fiscale.

# Dépenses fiscales de TVA et équité : exemple de la Guinée

## Les données :

- ❖ Données détaillées de consommation fournies par la Banque Mondiale : ***Global Consumption Database***
- ❖ Basées sur des enquêtes ménage, la base de données construite offre les niveaux de consommation pour **106 produits**, ventilés en **quatre segments de la population**. Les données d'enquête peuvent être rigoureusement agrégées pour être représentatives de la population nationale.
- ❖ La décomposition de la consommation en segment permet d'estimer les effets distributionnels des choix de politiques fiscales en matière d'exonération de TVA.
  - 4 segments : « lowest », « low », « middle », « higher »,
  - définis à partir de seuils de revenu en valeur absolue par tête et par jour, les mêmes pour l'ensemble des pays de la base.

## Dépenses fiscales de TVA et équité : exemple de la Guinée

### La méthode :

1. Une première étape consiste à déterminer, parmi les biens de consommation disponibles, **lesquels bénéficient d'exonérations.**
2. Ensuite, pour chaque segment, la **contribution théorique aux recettes de TVA** est calculée (1) si seul le taux standard national est appliqué et (2) si l'ensemble des choix de politique nationale y compris l'application des exonérations de certains biens et services s'appliquent.
3. Les **bénéfices des exonérations pour les ménages sont ensuite déduits.** Ils sont déterminés par segment de sorte à analyser les **impacts distributionnels des exonérations.**

*En Guinée, un peu plus de 10% des 106 produits sont exonérés et cela représente 19.5% de la consommation totale.*

## Dépenses fiscales de TVA et équité : exemple de la Guinée

- Pour chaque bien de consommation et pour chaque segment, on estime la **contribution théorique aux recettes de TVA si le taux standard national  $\tau^S$**  est appliqué à l'ensemble de la consommation finale :

$$C^S = \tau^S * FC$$

Avec FC la consommation finale.

- On estime par ailleurs la **contribution aux recettes de TVA si l'on applique les choix de politique nationale** :

$$C^P = \tau^P * FC$$

Avec  $\tau^P$  l'ensemble des taux définis par la législation nationale, taux standard et exonérations.

- Le **bénéfice pour les consommateurs de chaque segment** dû aux exonérations en vigueur est alors donné par :

$$Benef = C^S - C^P$$

*Ce bénéfice est égal à zéro lorsque toute la consommation finale est taxée à un taux unique.*

## Zones franches et efficacité

- ❖ L'étude d'impact des zones franches sur l'efficacité des entreprises n'est pas aisée.
- ❖ Il n'y a pas de méthodologie type.
- ❖ Il est nécessaire de s'intéresser au contexte particulier et d'appliquer une approche extrêmement rigoureuse, au risque d'obtenir des résultats biaisés.

**Ne pas confondre de simples corrélations et des causalités.**

**Etre prudent sur l'interprétation des résultats.**



## Zones franches et efficacité

- ❖ Le cadre statistique général adapté à la démarche évaluative a été à l'origine développé par les statisticiens de **l'évaluation des traitements dans le domaine biomédical**.
- ❖ Le fait d'être agréée zone franche pour une entreprise est considéré comme un **traitement particulier**.
- ❖ L'idée c'est donc de trouver un **contrefactuel** pour évaluer l'effet de traitement : à niveau de santé, à caractéristique (âge, sexe etc.) identique, quel est l'effet du médicament ?

## Zones franches et efficacité : exemple de Madagascar

### Données

- ❖ La base de données est constituée de 2 107 entreprises, ayant très majoritairement le statut de personnes morales (82%), et relevant de trois centres fiscaux : 28% relèvent de la direction des grandes entreprises (DGE) et 72% des 2 services régionaux des entreprises (SRE) de la région Analamanga .
- ❖ L'analyse de l'impact de la zone franche porte sur la comparaison des 143 entreprises franches (6,69% de l'échantillon) avec les 1 851 entreprises relevant du régime de droit commun (87,85%) .

## Zones franches et efficacité : exemple de Madagascar

### Les erreurs à ne pas commettre

- 1) Une **analyse globale** risque d'être biaisée et de surestimer l'impact des **zones franches**.

La proportion d'entreprises franches au sein de la DGE est de 14% contre 5% pour les entreprises rattachées au SRE et les premières ont de meilleurs résultats.

*Une comparaison par **sous-groupes DGE et SRE** semble plus pertinente.*

- 2) De même, compte tenu de la variation des CA/investissement/création d'emplois par secteur d'activité d'une part et de l'hétérogénéité du pourcentage d'entreprises franches dans les différents secteurs d'autre part, **une analyse rigoureuse devrait prendre en compte la nature du secteur d'activité des entreprises.**

Problème de disponibilité des données.

# Zones franches et efficacité : exemple de Madagascar

## Méthode et résultats

- ❖ Une fois le contrefactuel identifié, il suffit de faire des **différences de moyenne avec le groupe traité et le groupe non-traité**.
- ❖ Les résultats ne laissent **pas apparaître d'effet positif de la zone franche sur les performances en termes de CA et d'investissements** mais la zone franche est néanmoins positivement et significativement associée à un **plus grand nombre d'emplois créés**.
- ❖ Des résultats à relativiser et à prendre avec prudence :
  - Des données plus exhaustives par secteur d'activité sont indispensables pour permettre une analyse statistique rigoureuse
  - Des données sur les dirigeants des entreprises pourraient permettre d'affiner l'analyse.

## Conclusion

- ❖ Seule l'estimation du coût précis d'une mesure –associé à l'analyse de l'impact de celle-ci – peut contribuer à la **rationalisation éclairée des dépenses fiscales**.
- ❖ La réalisation et la systématisation de telles études impliquent :
  - De disposer des **données nécessaires**,
  - Des **compétences techniques** pour réaliser certaines analyses (stata....).

**Merci pour votre attention**